

---

# Revue LES TISONS

---

*Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

*Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024*

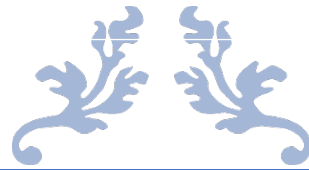


---

# Revue LES TISONS

---





---

# Revue LES TISONS

---

*Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

*Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024*

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524  
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>  
<http://www.revuelestisons.bf>  
[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)

S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements

10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso  
(+226) 66006650/70104853

## **PRÉSENTATION**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine

des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.**

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

#### **MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Faté), par Western Union ou par Money Gram.

#### **CONSIDÉRATION ÉTHIQUE**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

#### **NORMES ÉDITORIALES**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.



Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-

culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

#### **DIRECTION DE PUBLICATION**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

#### **RESPONSABLE DES FINANCES**

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers, UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

#### **SECRÉTARIAT DE RÉDACTION**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

#### **COMITÉ DE LECTURE**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des

Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire

É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

#### **COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT,

Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatie OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI

(Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YOUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).





**Revue LES TISONS, N°0002 – décembre 2024**

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

[revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com)

[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7534

S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements  
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso



## **Numéros déjà parus**

*Revue LES TISONS*, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023  
*Revue LES TISONS*, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024  
*Revue LES TISONS*, No 0001, juin 2024



## **Présentation de la revue**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-

dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

### **Mode de soumission et de paiement**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [estisons@revuelestisons.bf](mailto:estisons@revuelestisons.bf); [revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

### **Considération éthique**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

## **Normes éditoriales**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).



Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

### **Direction de publication**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

### **Secrétariat de rédaction**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

### **Comité de lecture**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninnan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémie ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

### **Comité scientifique international**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);



Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).



## L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry

### *Urban agriculture: a multifunctional lever for the development of neighborhoods in the city of Conakry*

*Soumission : 12/08/2024 - Acceptation : 20/11/2024*

**TRAORÉ Maningbè Kaba**, *Enseignant-Chercheur*

Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation de Guinée (Guinée). [kaba78.mkt@gmail.com](mailto:kaba78.mkt@gmail.com)

**DIALLO Sara Baïlo**, *Professeur Titulaire*, Académie des sciences de Conakry (Guinée) [diallosbailo@yahoo.fr](mailto:diallosbailo@yahoo.fr)

**DIALLO Alpha Issaga Pallé**, *Professeur Titulaire*  
Centre de Recherche Scientifique Conakry Rogbané (Guinée, CERESCOR) [alfadjogalle@gmail.com](mailto:alfadjogalle@gmail.com)

**Résumé :** Cette étude examine la gouvernance urbaine et la gestion des déchets solides dans un contexte de dégradation des écosystèmes et de croissance démographique dans les villes africaines. L'hypothèse est que l'agriculture urbaine, soutenue par le compostage de proximité, favorise le développement des quartiers à Conakry. L'objectif de cette recherche est d'explorer les possibilités de développement de quartiers grâce à l'agriculture urbaine et à une gestion efficace des déchets solides. Les résultats, obtenus par une approche empirique incluant l'observation, l'analyse documentaire et des entretiens semi-dirigés, sont cohérents avec d'autres études à l'échelle africaine et mondiale. En Guinée, 69% des déchets solides sont fermentescibles et végétaux (J. Sotamenou, 2010, p.45). Dans la ville de Conakry, les données de Alain Gbilimou, Diaka Sidibé, Ibouraima Yabi, Yacouba Camara (2022, p.45), révèlent une moyenne de 45,16% de déchets organiques. Les solutions proposées se basent sur une meilleure compréhension de l'agriculture biologique et de l'économie circulaire, intégrant les communautés locales et d'autres acteurs de la gouvernance environnementale urbaine. Parmi les recommandations, on trouve la nécessité de poursuivre les recherches sur les flux de déchets, d'éduquer à l'environnement, de promouvoir le compostage de proximité et d'utiliser le compost dans l'agriculture urbaine, de définir un circuit de commercialisation pour les produits issus de cette agriculture. Le respect des normes et la mise en place de taxes notamment sur des produits

industriels sources de déchets, le partage de connaissances et de pratiques de gestion entre les communes sont également suggérés pour améliorer la situation.

**Mots-clés** : agriculture urbaine, compostage, déchets solides, taxes, environnement.

**Abstract:** *This study examines urban governance and solid waste management in a context of ecosystem degradation and population growth in African cities. The hypothesis is that urban agriculture, supported by local composting, promotes neighborhood development in Conakry. The objective of this research is to explore the possibilities of neighborhood development through urban agriculture and efficient solid waste management. The results, obtained through an empirical approach including observation, documentary analysis and semi-directed interviews, are consistent with other studies on an African and global scale. In Guinea, 69% of solid waste is fermentable and vegetable (J. Sotamenou, 2010, p. 45). In the city of Conakry, data from Alain Gbilimou, Diaka Sidibé, Ibouraima Yabi, Yacouba Camara (2022, p. 45), reveal an average of 45.16% organic waste. The proposed solutions are based on a better understanding of organic farming and the circular economy, integrating local communities and other stakeholders in urban environmental governance. Recommendations include the need to continue research on waste flows, provide environmental education, promote local composting and use compost in urban agriculture, and define a marketing channel for products from this agriculture. Compliance with standards and the implementation of taxes, particularly on industrial products that are sources of waste, and the sharing of knowledge and management practices between municipalities are also suggested to improve the situation.*

**Keywords** : urban agriculture, composting, solid waste, taxes, environment.

### **Pour citer cet article**

---

TRAORÉ Maningbè Kaba, DIALLO Sara Baïlo, DIALLO Alpha Issaga Pallé, « L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry », *Revue LES TISONS*, No 0002, Décembre, p. 201-223.

### **Introduction**

Conakry fait face à une crise urbaine qui la classe parmi les villes les plus touchées par l'insalubrité, marquée par la réapparition de maladies hydriques et des pertes humaines liées aux inondations, notamment causées par l'accumulation de déchets dans les systèmes

d'évacuation des eaux (cours d'eau et caniveaux). Pour y faire face, l'État, à travers l'Agence Nationale de l'Assainissement et de la Salubrité Publique (ANASP), concentre ses efforts sur l'organisation de la gestion des déchets solides.

Parmi les initiatives, une journée de nettoyage collectif est prévue chaque premier samedi du mois. Cependant, face à la production quotidienne de déchets, cette politique semble insuffisante pour régler durablement le problème d'insalubrité à Conakry. L'agriculture urbaine, associée au compostage, pourrait offrir une alternative viable pour la gestion des déchets solides, d'autant plus que le potentiel en terres agricoles existe et que, selon J. Sotamenou (2010, p. 4), 69 % des déchets en Guinée sont compostables. Le compostage de proximité et le jardinage communautaire, particulièrement dans les quartiers défavorisés, pourraient être intégrés dans cette approche. L'urbanisation et le développement économique entraînent une augmentation de la production de déchets par habitant et une croissance des besoins alimentaires. Il est donc crucial, surtout dans les villes africaines, de mettre en place un système de gestion des déchets solides qui favorise l'agriculture urbaine et périurbaine. De nombreuses études, comme celles de M. R. Bangoura (2018, p. 22), soulignent :

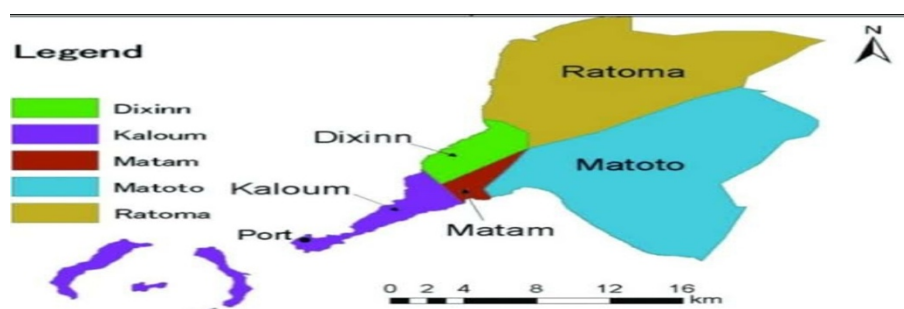
La dégradation de l'environnement urbain en Afrique, due à une urbanisation rapide et non maîtrisée, qui fragilise les systèmes de gestion des déchets et expose les populations à des risques de pollution, contribuant à la propagation de maladies hydriques et respiratoires, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

En Guinée, la gestion des déchets à Conakry est entravée par de nombreux défis tels que le sous-investissement et la faible participation des citoyens. Malgré la création d'un cadre juridique et institutionnel par l'État, les lacunes dans le service public entraînent l'interruption de la collecte des déchets dans de nombreux quartiers. Cette situation contraste avec celles d'autres villes africaines comme Dakar, Cotonou, Douala, Niamey et Lomé, où la gestion des déchets reste préoccupante (J. R. Ngambi, 2015, p. 14).

De nombreuses études depuis les années 2000 montrent que les stratégies des États pour gérer les déchets urbains en Afrique sont souvent peu efficaces. Parmi ces études, on peut citer celles de : M.R. Bangoura (2018) intitulé « Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry » ; de Joël Sotamenou (2010) intitulé : « Le compostage : une alternative soutenable de gestion publique des déchets solides au Cameroun » et de Jules Raymond Ngambi (2015) ayant pour thème : « Déchets solides ménagers de la ville de Yaoundé (Cameroun) : de la gestion linéaire vers une économie circulaire ».

Le cas de Conakry illustre ce manque de performance, où le cycle de gestion des déchets se limite à la pré-collecte, à la collecte et à leur transfert vers la décharge. Le taux de collecte a chuté au fil des ans en raison de l'augmentation rapide des déchets et du manque de ressources. Dans une perspective de développement durable, la gestion des déchets solides représente un enjeu majeur de la gouvernance urbaine. Ainsi, cet article s'inscrit dans la continuité d'études sur la gouvernance urbaine, en particulier sur la gestion des déchets solides dans les villes guinéennes et africaines, avec pour objectif d'explorer les opportunités de développement des quartiers à travers l'agriculture urbaine et la gestion efficace des déchets solides à Conakry. La figure 1 présente la ville de Conakry avec ses communes : Ratoma, Matoto, Dixinn, Matam, Kaloum.

**Figure 1 : carte de la ville de Conakry**



Source : Agence de Financement des Communes de Conakry (2021)

L'agriculture urbaine, dont les avantages pour une gouvernance écologique et socio-économique responsable pour les villes tournées vers le développement durable sont établis, n'est pas encore

systématiquement intégrée dans le fonctionnement des systèmes de gestion des déchets solides à Conakry. Il est donc important d'aborder le contexte d'émergence de la gestion formelle des déchets solides de cette ville après avoir établi le diagnostic et proposé un modèle de management intégré, en faisant de l'agriculture une solution alternative. Elle peut fédérer les acteurs tant étatiques que privés, formels et informels autour d'une approche alliant les préoccupations environnementales, sociales et économiques.

Parmi les mesures qui tendent à réduire la pauvreté et favoriser le développement social et économique, il a été démontré que l'agriculture urbaine joue un rôle important dans les pays en développement (Éric Duchemin, Fabien Wegmuller et Anne-Marie Legault 2010, p. 2). Bien que celle-ci soit encore souvent considérée comme une activité temporaire ou marginale ne conduisant pas à un développement urbain durable, l'agriculture urbaine améliore la situation économique ainsi que la santé de familles pauvres et vulnérables, et plus spécifiquement des femmes et des enfants. Éric Duchemin, Fabien Wegmuller et Anne-Marie Legault (2010, p. 2), poursuivent en affirmant :

Depuis plus de 30 ans, différentes expériences en agriculture urbaine ont eu lieu à Montréal (Québec, Canada). Le programme des jardins communautaires, géré par la Ville, 6 jardins collectifs, gérés par des organisations communautaires, est illustratif. Ces expériences visent différents objectifs dont la sécurité alimentaire, la sociabilisation et l'éducation. Il en ressort que les initiatives en agriculture urbaine à Montréal soutenant la production de légumes ne sont pas négligeables. Elles permettent d'avoir un lieu de sociabilisation et d'éducation favorisant un développement social individuel et collectif des quartiers ayant une forte présence de population économiquement défavorisée.

La figure 2 illustre les difficultés de gestion des déchets avec des bacs à ordures débordés dans une rue à Conakry.

**Figure 2 : Déchets solides biodégradables au carrefour de Matoto**



Source : Données de terrain (2024)

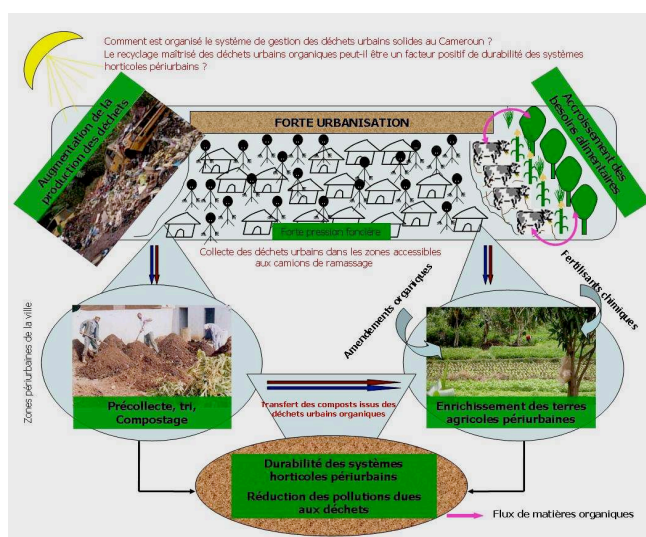
Dans leur étude intitulée : « *caractérisation des déchets managers de la ville de Conakry, République de Guinée* », Alain Gbilimou, Diaka Sidibé, Ibouraima Yabi, Yacouba Camara (2022, p. 2), affirment :

Les déchets solides ménagers de la ville de Conakry sont composés de 44% de déchets organiques, 20 % de matière plastiques, 4% de verres, 8% de papiers/cartons, 5% de métaux, 5% de bois et 14 % autres. Les stratégies de valorisation permettraient de réduire de 80% les décharges des déchets solides ménagers de la Ville de Conakry (Guinée).

En Guinée, 69% des déchets solides sont fermentescibles et végétaux (Sotamenou, 2010, p.45). Dans la ville de Conakry, il ressort des statistiques relevées par Alain Gbilimou, Diaka Sidibé, Ibouraima Yabi, Yacouba Camara (2022, p.17), une moyenne de 45, 16% de déchets organiques. Ces différents teneurs en déchets biodégradables tant à l'échelle nationale qu'à celle de la ville de Conakry sont illustratives de la possibilité de faire de l'agriculture urbaine un levier de développement des quartiers par une gestion efficace déchets solides fondée sur la production et l'utilisation du compost.



**Figure 3 : Gestion innovante des déchets solides par utilisation du compost dans l'agriculture urbaine**



Source : Joel Sotamenou (2010)

## 1. Méthodologie

Pour transformer l'agriculture urbaine en un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de Conakry, nous avons employé une méthode reposant sur l'observation directe, l'analyse documentaire et des entretiens semi-directifs. La ville de Conakry est un gouvernorat constitué de communes, elles-mêmes composées de quartiers qui sont à leur tour composés de secteurs. Cette ville s'étend vers l'intérieur jusqu'aux monts Kakoulima qui culminent à 1007 m entre Coyah et Dubréka. Son relief se compose principalement d'une plaine côtière et de collines. Son climat tropical est caractérisé par des températures allant de 24,6°C en août à 37,5°C en avril pour des précipitations annuelles atteignant une moyenne de 4300,7 mm.

Les précipitations s'étendent sur 100 à 115 jours, principalement de mai à octobre, avec une humidité relative élevée. Avec une population estimée à 1 667 864 habitants selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-2014) et des espaces agricoles identifiés, la ville de Conakry pourrait se prêter aux pratiques de l'agriculture urbaine pour soutenir le développement des quartiers.

### ***1.1 Observation directe***

Elle a impliqué l'exploration de la ville en parcourant les communes disposant d'espaces agricoles au moyen d'une moto et s'est effectuée à l'aide d'appareils de photographie et de blocs notes. Ces communes sont celles de Matoto et de Ratoma. L'observation directe a permis de constater in situ, l'existence d'espaces agricoles dans les communes couvertes par l'étude.

### ***1.2. Exploitation documentaire***

L'analyse documentaire a été centrée sur des documents relatifs à l'agriculture urbaine et à l'approvisionnement en denrées alimentaires de Conakry. L'exploitation documentaire a consisté à examiner des documents sur l'agriculture urbaine, ce qui a permis d'identifier des possibilités de pratiques agricoles et de souligner la nécessité de soutenir cette activité par une gestion écologiquement responsable des déchets solides produits dans zone de Conakry, dont une grande partie est fermentescible.

### ***1.3. Entretiens semi-dirigés***

À l'aide de grilles, des entretiens semi-dirigés ont été réalisés avec les acteurs de la gouvernance des collectivités urbaines concernés par la gestion des activités agricoles, de l'assainissement et des déchets solides. Ces entretiens ont eu lieu dans les communes de Matoto et de Ratoma, à l'ANASP et à Albayrak. Le choix de ces acteurs institutionnels publics et privé s'explique par leur responsabilité définie par le code des collectivités de la République de Guinée et le cadre de partenariat entre l'État guinéen et l'entreprise Albayrak chargée du transfert des déchets à la décharge de la minière.

Dans les communes, l'entretien s'est réalisé avec les responsables de microréalisations alors qu'à l'ANASP, il s'est effectué avec un assistant technique du Directeur général. Quant à Albayrak, l'entretien s'est réalisé avec les responsables dans les locaux de sa filiale en charge des déchets solides dans la commune de Matoto.

## 2. Résultats

L'observation directe a révélé la présence d'espaces agricoles propices à différents types d'exploitation, tels que la riziculture et les potagers. Elle a également mis en lumière la dégradation environnementale causée par une gestion inadéquate des déchets. Par ailleurs, elle a permis de constater l'occupation de ces espaces agricoles par des aménagements publics et privés, engendrant des risques de conflits de voisinage. De même, elle a permis de comprendre que les activités agricoles sont saisonnières pour la riziculture et permanentes pour les potagers, lorsque les conditions environnementales le permettent, bien que l'accès limité aux ressources en eau et aux intrants (engrais et produits phytosanitaires) pose des défis.

**Tableau 1 : Quelques quartiers de la ville de Conakry disposant d'espaces agricoles**

Quartiers	Nbre de secteurs	Nbre de secteurs travaillant dans les plaines	Nom des secteurs travaillant dans les plaines
SONFONIA	6	3	Sect.1, 2 et 3
YATAYA	8	3	Sect.1, 2 et 3
KOBAYA	8	6	Sect.1, 2, 3, 4, 5 et 8
LAMBANYI	8	6	Sect. centre 1, centre 2, Waria, Khombé, Kinifi et Yembéya
TOTAL	30	18	

Source : Agence Japonaise de Coopération Internationale, Direction Nationale de l'Agriculture de Guinée, Conakry (2007)

Les résultats des entretiens semi-dirigés sur la production et la gestion des déchets solides dans les communes de Matoto et Ratoma (y compris Lambanyi et Sonfonia) ont été recueillis auprès d'acteurs publics et privés impliqués dans la gestion des déchets à Conakry, tels que l'ANASP, les communes de Matoto et Ratoma, ainsi que l'entreprise Albayrak, chargée de la collecte et du transfert des déchets à la décharge de la minière. Ces résultats sont présentés dans les tableaux 2 à 5, avec une synthèse dans le tableau 6. Le tableau 2 présente les résultats de l'entretien avec l'ANASP concernant la gestion des déchets solides, abordant sa mission, des propositions d'amélioration du système de gestion et l'organisation actuelle, qui inclut la précollecte, la collecte, le transfert, ainsi que le tri et le traitement. L'entretien traite également des équipements disponibles (85 camions pour le transfert) et des infrastructures telles que quelques zones de tri et de transit (ZTT) en phase expérimentale.

**Tableau 2 : Caractéristiques des activités de gestion des déchets solides par ANASP**

Activités/rubriques de gestion des déchets	Description/Caractéristiques
Mission	Mise en œuvre des politiques de gestion des déchets solides et suivi ; élaboration de plans et programmes, mobilisation de PTF
Spécificités par rapport aux autres services de gestion des déchets solides	Exclusivité de la gestion des déchets solides sans contrevenir aux compétences des collectivités tout en assurant la régulation
Intervention	Jusqu'au 4 mars 2020, l'ANASP a géré l'opérationnel. Elle assure la coordination des acteurs et activités de gestion des déchets solides : Albayrak pour le transfert à la décharge et PICCINI pour l'enfouissement et la gestion de la décharge
Pré-collecte	PME à renforcer financièrement et techniquement
Collecte	ZTT

Stockage	Points de regroupement, bac à ordures le long des artères, ZTT, décharge
Transfert	Albayrak
Tri	Le tri se fait par les citoyens à la décharge après le paysage
Traitement	Régalage
Équipements	85 camions pour le transfert
Stratégie	Stratégie de professionnalisation à trois segments : pré-collecte, transfert à la décharge, valorisation
Démarche d'amélioration engagée	Qualité du service, condition de travail Balayage :1km/personne
Taux de collecte actuel avec Albayrak	80%
Taux de pénétration par commune	Non déterminé, pas de statistique Le travail se fait en grande partie sur les grands axes
Production de déchets	12000 tonnes et plus de 40000 tonnes en août 2020
Taux de transfert	30%
Enlèvement	36 points noirs
Difficultés	Difficulté de coordination des élus locaux, des PME, de comportement de citoyens
Proposition de frais d'abonnement des ménages aux PME de ramassage	30000 à 50000 en fonction du standing
Proposition d'amélioration	Élaboration d'un plan triennal de sensibilisation sur l'ensemble du territoire national. Avec un taux de pénétration de 60%, la charge de l'État pourrait se réduire de 50%

Source : Données de terrain (2020)

Les tableaux 3 et 4 présentent les résultats des entretiens menés dans les communes de Matoto et Ratoma. Ces entretiens portent sur diverses questions, notamment l'organisation de la gestion des déchets solides, qui reflète le même schéma organisationnel

mentionné par l'ANASP. Le constat général qui se dégage de ces entretiens est que les réalités sont similaires, à l'exception de la question du transfert des déchets par Albayrak, dont la commune de Ratoma affirme ne pas connaître le fonctionnement, n'ayant pas accès aux informations nécessaires. Concernant la mensualité raisonnable pour les ménages, les propositions varient de 25 000 à 100 000 GNF dans la commune de Matoto, tandis qu'à Ratoma, une proposition de 15 000 GNF est avancée.

En ce qui concerne les activités agricoles, Matoto dispose de 2 hectares de terres cultivables pour le maraîchage, 5 hectares de mangrove pour la riziculture, et compte 30 groupements maraîchers. À Ratoma, en revanche, bien qu'il n'y ait pas de données précises sur les activités agricoles, l'observation a révélé des zones propices à la riziculture notamment dans la zone de Sonfonia, en dehors des informations relatives aux pratiques maraîchères.

**Tableau 3 : Caractéristiques des activités de gestion des déchets solides par Commune de Matoto)**

Activités/rubriques de gestion des déchets	Description/Caractéristiques
Nombre de quartiers	38
Pré-collecte	PME
Collecte	
Stockage	Projet de points de regroupement aménagés
Transfert	Albayrak
Tri	Non
Traitement	Pas de traitement
Schéma/plan communal de gestion	Non. Cependant, un plan pour grand Conakry et un plan Communal sont en cours d'élaboration
Acteurs	Pré-collecte et collecte : PME, Chefs de quartiers et de secteurs, ONG (sensibilisation), DMR et tous les autres services déconcentrés concernés, les citoyens. Transfert : l'ANASP ; Stockage :

	ANASP, PME Traitement : GIE/ONG et autres acteurs
Équipements et leur gestion	Pré-collecte et collecte : PME, Transport : Albayrak/ANASP
Infrastructures et leur gestion	Pré-collecte et collecte : PME, Transport : Albayrak/ANASP
Stockage	Non déterminé
Traitement	Non déterminé
Démarche d'amélioration en vue ou en perspective, bilan	Grâce à l'Etat et autres partenaires technique et financiers (SANTA Ville propre, Albayrak, ONG), des points noirs ont été éliminés
Plan stratégique d'innovation	Un plan communal de gestion des déchets en cours d'élaboration
Proposition d'amélioration du système global (pré-collecte, collecte, transfert, stockage, traitement et autres)	Toute la chaîne a besoin d'une meilleure réorganisation
Proposition de frais d'abonnement	Selon les PME, la mensualité des frais d'abonnement des ménages va de 25 000, 30 000, 50 000 et 100 000 GNF
Suivi de ramassage	Nécessité de la mise en place d'un comité de suivi
Pratique de l'agriculture et effectif de pratiquants	2ha cultivables pour le maraîchage, 5ha de mangrove pour la riziculture ; 30 groupements maraîchers

Source : Données de terrain (2020)

**Tableau 4 : Caractéristiques des activités de gestion des déchets solides par Commune de Ratoma**

Activités/ rubriques de gestion	Description/
------------------------------------	--------------

<b>des déchets</b>	<b>Caractéristiques</b>
Nombre de quartiers	34
Population	780 146
Précollecte	PME
Collecte	PME
Stockage	Non déterminé
Transfert	
Tri	Dans les ZTT
Traitement	Une seule unité de transformation de déchets plastiques et un site de compostage
Schéma/plan communal de gestion	Oui mais pas disponible
Acteurs	Précollecte : ménages ; Collecte : PME Transport: PME, société
Équipements/infrastructures	ZTT, unité de transformation de déchets plastique, site de compostage, poubelles de ménages, camion, tricycle, points de regroupement
Démarche d'amélioration en vue ou en perspective/bilan	Évaluation des PME par la commune sur leurs capacités et le taux de pénétration
Plan stratégique innovant	En élaboration avec les partenaires
Proposition d'amélioration du système global (précollecte, collecte, transfert, stockage, traitement et autres)	Nécessaire pour toute la chaîne
Proposition de frais d'abonnement	15000 GNF par ménage
Suivi de ramassage et sensibilisation	Nécessité de créer des comités de suivi/sensibilisation
Pratique de l'agriculture et effectif de pratiquants	Pratique de cultures maraîchères dans laquelle l'utilisation du compost peut réduire la quantité de déchets en fouis ou incinérés



Source : Données de terrain (2020)

Le tableau 5 présente les résultats de l'entretien avec Albayrak, mettant en lumière l'existence de deux systèmes de collecte de déchets solides à Conakry : à Kaloum, les bacs à ordures sont utilisés dans tous les quartiers, tandis que dans les autres communes, y compris celles concernées par cette étude, ils ne sont placés que le long des artères principales. Les activités de tri et de traitement ne relèvent pas de la responsabilité d'Albayrak, dont le travail se limite au ramassage et au transfert à la décharge de la minière.

Concernant la pérennisation du contrat avec Albayrak, l'entretien a souligné la nécessité d'instaurer un système de facturation, permettant à l'État de ne pas faire reposer le coût sur les ménages, mais plutôt sur les entreprises. De plus, il a révélé des opportunités de création d'emplois grâce à une meilleure organisation du secteur de l'assainissement et de la gestion des déchets solides. À la date de l'entretien, Albayrak avait généré 600 emplois, avec 90 camions, 65 bacs à ordures de 20 m<sup>3</sup> et 2700 petits bacs à ordures.

En ce qui concerne l'amélioration du système global de gestion des déchets solides, l'entretien a mis en avant l'importance d'améliorer les conditions de vie des populations en leur offrant des opportunités d'emploi, ainsi qu'un engagement fort de l'État et la mise en place progressive d'un système robuste de gestion des déchets. Quant aux causes de l'échec dans la gestion des déchets, les résultats soulignent des lacunes dans les abonnements en raison de contraintes financières, ainsi que des insuffisances au niveau des PME chargées de la pré-collecte dans les ménages régulièrement abonnés.

**Tableau 5 : Caractéristiques des activités de gestion des déchets solides par Albayrak**

<b>Activités/rubriques de gestion des déchets</b>	<b>Description/Caractéristiques</b>
Collecte	2 systèmes de collecte à Conakry : A Kaloum, usage de bac à ordures dans tous les quartiers et dans les autres communes

	de la ville de Conakry, les bacs à ordures sont seulement placés le long des artères principales
Stockage	A la décharge de la minière
Transfert	Par camions à la minière
Tri	L'activité de tri ne concerne pas Albayrak
Traitement	L'activité de traitement ne concerne pas Albayrak
Chaine de gestion	Notre travail consiste au ramassage et au transfert à la minière. Cependant, si on doit parler de chaine de gestion, il doit avoir deux poubelles au moins dans chaque ménage dont 1 pour les matières organiques, 1 pour celles inorganiques si le tri se fait dans les ménages. Dans les conditions normales, il faut 4 poubelles. On devrait aussi séparer les camions : 14 pour les matières organiques et 3 pour matières inorganiques
Taux de pénétration	Aucune idée parce que le contrat ne demande pas d'argent aux ménages, le ramassage est gratuit
Conditions de pérennisation du contrat avec Albayrak	Système de facturation à instaurer. Avec ce système, l'État peut se passer des ménages pour faire porter la facture par les entreprises
Quantité de déchets produite par jour à Conakry	1000 tonnes/jour y compris la zone de Kilomètre 36 et celle de la cimenterie
Nombre d'employés	600
Schéma/plan communal de Gestion	
Acteurs pour la collecte et le transport	Chauffeurs, ouvriers, contrôleurs
Équipements	90 camions, 65 bacs à ordures de 20m <sup>3</sup> et 2700 petits bacs à ordures
Démarche d'amélioration de la gestion	Oui mais ND On ne partage pas les plans

Frais imposables aux ménages	Le paiement des frais de ramassage est quasiment impossible encore parce que l'État ne maîtrise pas l'effectif de la population surtout au niveau des ménages
Proposition d'amélioration du système global (précollecte, collecte, transfert, stockage, traitement et autres)	Améliorer les conditions de vie des populations en leur trouvant de l'emploi ; nécessité d'un fort engagement de l'État ; mise en place graduelle d'un système solide de gestion des déchets solides
Cause de l'échec dans le ramassage	La population s'abonne mais le ramassage ne se fait pas ; le manque de moyens financiers aussi pour les ménages.

Source : Données de terrain (2020)

Le tableau 6 présente une synthèse des résultats des tableaux 2 à 5. L'ANASP est responsable de la stratégie tandis qu'Albayrak s'occupe de la collecte et du transfert des déchets à la décharge. Les autres aspects de la gestion des déchets solides sont gérés par les municipalités en collaboration avec les PME et les populations locales. Cette synthèse souligne que des initiatives d'amélioration sont en cours, mais qu'il est essentiel de renforcer ces efforts pour optimiser l'ensemble de la chaîne de gestion des déchets solides.

Concernant les activités agricoles, des potentialités existent dans les deux communes étudiées, mais un soutien accru est nécessaire en matière d'aménagement, de formation des acteurs et d'innovation, notamment par la production à grande échelle de compost et son utilisation dans l'agriculture, en complément du compostage de proximité. Ce dernier aspect pourrait diminuer les coûts financiers liés à l'abonnement pour les ménages en situation de pauvreté, tout en favorisant le jardinage de proximité dans les quartiers.

**Tableau 6 : Synthèse des caractéristiques des activités/rubriques de gestion des déchets solides à Matoto, Ratoma, ANASP et Albayrakm**

No	Activités/rubriq	Structures publique et privées entretenues				Obs.
		ANASP <sup>41</sup>	Matoto	Ratoma	Albayrak <sup>42</sup>	
1	Précollecte		X	X		
2	Collecte		Nd	X		
3	Stockage/Point de regroupement		X	Nd		
4	Transfert		X	Nd		
5	Tri		0	X		
6	Traitement		0	X		
7	Schéma/plan Communal de gestion		0	0		
8	Équipements/Infrastructures		Nd	Xi		
9	Démarche d'amélioration en vue ou en perspective		Xi	Xi		Démarches engagées mais à améliorer et pas de bilan
10	Innovation		Nd	Nd		
11	Proposition d'amélioration du système global (précollecte, collecte, transfert, stockage, traitement et autres)		Nd	Nd		L'unanimité sur la nécessité d'améliorer toute la chaîne de gestion, tout le système
12	Mensualité raisonnable de ramassage pour les ménages		X	X		L'écart de frais d'abonnement proposé par trois communes sur 5 est assez Important
13	Suivi de ramassage		0	0		

<sup>41</sup> L'ANASP est chargée de la mise en œuvre des politiques de gestion des déchets solides et suivi, élaboration de plans et programmes, mobilisation de PTF

14	Pratique de l'agriculture et effectif de pratiquants					2ha cultivables pour le maraîchage, 5ha de mangrove pour la riziculture; 30 groupements maraîchers à Matoto. Pratiques agricoles mais potentialités à évaluer à Ratoma
----	--	--	--	--	--	--

Source : Données de terrain (2022)

Légende : X : existant, Nd: non déterminé; xi: existe mais indisponible; 0: pas pratiqué

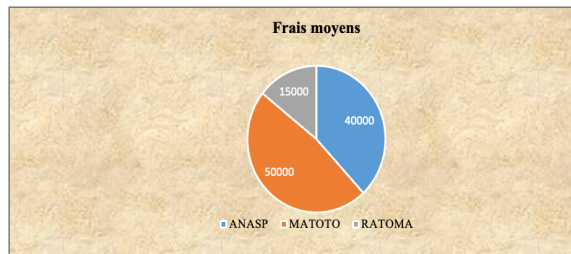
De l'analyse des tableaux 1, 2 et 3 portant sur les caractéristiques des activités/rubriques de gestion des déchets solides à Matoto, Ratoma, ANASP et Albayrak, on constate que des propositions de frais d'abonnement des ménages aux PME sont variées. Elles sont de 25 000 francs guinéens (GNF), 30 000, 50 000 et 100 000 pour la commune de Matoto soit une moyenne de 50 000 GNF ; de 30 000 à 50 000 GNF soit une moyenne de 40 000 GNF pour l'ANASP alors que la commune de Ratoma propose 15 000 GNF. La figure 4 présente les frais moyens mensuels par ménages proposés par les structures enquêtées.

---

Exclusivité de la gestion des déchets solides sans contrevenir aux compétences des collectivités tout en assurant la régulation (ANASP, 2020)

<sup>42</sup> Albayrak est uniquement chargé du transfert des déchets solides à la décharge de la minière

**Figure 4 : Frais moyens mensuels par ménages proposés par les structures enquêtées**



Source : données de terrain (2022)

### 3. Discussion

L'intégration et le soutien de l'agriculture urbaine par l'utilisation du compost dans le cadre du développement durable des communes de Conakry nécessitent une formation et une volonté de changer le paradigme de la gestion des déchets solides. Depuis 2007, une étude sur le développement du projet de mécanisation de la culture irriguée et de gestion des eaux des plaines de Sonfonia en République de Guinée a été réalisée par la coopération japonaise dont les conclusions sont restées lettres mortes (JICA, DNA, 2007, p. 5). Ceci atteste que l'agriculture urbaine ou périurbaine est marginale dans les politiques de développement urbain malgré les avantages qu'elle porte.

Afin d'explorer les opportunités de développement des quartiers grâce à l'agriculture urbaine et à une gestion efficace des déchets, une série d'entretiens semi-dirigés a été menée auprès des services publics (communes, ANASP) et de l'entreprise Albayrak (responsable de la collecte et du transfert des déchets depuis mars 2020).

La synthèse des résultats des tableaux 2 à 5, présentée dans le tableau 5, indique que l'ANASP s'occupe du volet stratégique, tandis qu'Albayrak gère la collecte et le transfert des déchets à la décharge. Les autres segments de la gestion des déchets solides sont pris en charge par les municipalités, en collaboration avec les PME et les populations locales. Bien que ce schéma organisationnel semble bien défini, la pratique révèle des dysfonctionnements. En effet, depuis

sa création, l'ANASP effectue le ramassage des déchets, notamment les premiers samedis de chaque mois, alors que cette responsabilité incombe aux communes, comme l'indique le code révisé des collectivités locales en vigueur depuis 2017-2018.

Cette synthèse met également en évidence des initiatives d'amélioration en cours, bien qu'il soit nécessaire de les renforcer, ainsi qu'un consensus sur l'importance d'optimiser l'ensemble de la chaîne de gestion des déchets solides. Toutefois, il apparaît qu'aucun plan d'amélioration n'est en place, tant pour la commune de Matoto que pour celle de Ratoma, ce qui représente une faiblesse notable dans la gestion. La pleine responsabilisation des municipalités en matière de gestion des déchets solides doit s'appuyer sur leurs capacités managériales. Selon Ngambi (2015, p. 58), « la gestion des déchets fait face à plusieurs obstacles : la suppression des subventions par l'État, l'état précaire des infrastructures, le faible taux de recouvrement des taxes, et l'absence de normes locales ou de réglementations adaptées ». En revanche, Sarraf (2017, pp. 95-100) souligne que la gestion des déchets peut devenir une ressource qui dynamiserait l'économie tout en réduisant l'impact environnemental.

Pour ce qui est des activités agricoles, des potentialités existent dans les deux communes étudiées, mais un soutien accru est nécessaire en matière d'aménagement, de formation des acteurs et d'innovation, notamment par la production à grande échelle de compost et son utilisation dans l'agriculture, en plus du compostage de proximité. Ce dernier aspect pourrait alléger le coût financier des abonnements pour les ménages en situation de pauvreté, tout en favorisant le jardinage de proximité dans les quartiers. A présent, certaines organisations féminines qui s'occupent du maraîchage évoluent sur le terrain. Elles arrivent tant bien que mal à approvisionner la ville de Conakry en produits maraîchers (Amadou Camara, 2012, p. 3).

Dans l'article « la reconquête des espaces en déshérence par l'agriculture urbaine à Baltimore », Stéphanie Baffico (2016, p. 1) souligne l'importance de l'agriculture dans le développement des quartiers défavorisés, affirmant que Baltimore, confrontée à une grave crise urbaine, réhabilite des zones abandonnées en sites de production agricole urbaine pour améliorer l'accès à une

alimentation de qualité et impulser de nouvelles pratiques sociales, comme le jardinage communautaire.

André Torre et Lise Bourdeau-Lepage (2013, p.4), dans « quand l'agriculture s'installe en ville », soutiennent que l'agriculture urbaine est désormais au cœur des politiques, influençant les documents d'urbanisme et favorisant des initiatives innovantes pour la proximité agricole. Ces auteurs mettent en avant des initiatives réalisées à Paris et à Montréal, telles que des jardins partagés, des circuits courts et des productions urbaines. Ils questionnent toutefois la véritable portée de ces innovations, s'interrogeant sur leur impact économique et social. Les communes de Conakry devraient s'inspirer de ces pratiques agricoles urbaines en lien avec la gestion des déchets solides pour soutenir le développement des quartiers, notamment ceux défavorisés, où les populations peinent à payer les frais d'abonnement et où les PME rencontrent des difficultés à assurer la régularité des opérations de collecte.

## **Conclusion**

Pour instaurer une gouvernance urbaine respectueuse de l'environnement face à la dégradation due à la croissance démographique, l'introduction de l'agriculture urbaine combinée au compostage de proximité pourrait encourager le développement des quartiers dans les villes africaines, notamment celles confrontées à des défis dans la gestion des déchets solides. Cette étude a mis en lumière le potentiel de l'agriculture urbaine et d'une gestion optimisée des déchets à Conakry pour améliorer les conditions de vie des quartiers.

L'analyse des résultats souligne l'importance de solutions fondées sur une meilleure maîtrise de l'agriculture biologique et de l'économie circulaire, à la fois pour les structures de gouvernance urbaine et pour tous les acteurs impliqués dans la gestion des déchets en milieu urbain. Parmi les recommandations figurent le renforcement de l'éducation environnementale, la formation au compostage de proximité et l'intégration du compost dans l'agriculture urbaine. Il est également essentiel de définir un circuit de commercialisation pour les produits de l'agriculture urbaine, englobant producteurs, distributeurs, vendeurs, restaurants et hôtels.



En outre, il est nécessaire de mettre en place un système de taxation adéquat et de respecter les normes de qualité en matière de gouvernance environnementale. La coordination des efforts et l'établissement d'un cadre d'échanges réguliers sur les pratiques de gouvernance et de gestion des déchets entre les communes confrontées à la pression démographique pourraient améliorer significativement la gestion des déchets solides dans les villes.

### Références bibliographiques

AFRICA SOLID WASTE MANAGEMENT DATA BOOK, 2019, *Recueil de données sur la gestion des déchets solides en Afrique*. [http://www.gwopa.org/sites/default/files/2023-06/JICA\\_databook\\_FR\\_web\\_20191224.pdf](http://www.gwopa.org/sites/default/files/2023-06/JICA_databook_FR_web_20191224.pdf).

BAFFICO, Stéphanie, 2016, *La reconquête des espaces en déséquence par l'agriculture urbaine à Baltimore*.

BANGOURA, Marie Rose, 2018, *Gestion des déchets solides ménagers et ségrégation socio-spatiale dans la ville de Conakry* (Doctoral dissertation, Université Toulouse le Mirail-Toulouse II).

CAMARA, Amadou, 2012, *Approvisionnement de la ville de Conakry en produits maraîchers et fruitiers réalité et perspectives*.

DUCHEMIN, Éric et Al., 2010, *Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers*. <https://doi.org/10.4000/vertigo.10436>.

GBILIMOU Alain., et Al., 2022, *Caractérisation des déchets ménagers de la ville de Conakry, République de Guinée*.

NGAMBI, Jules Raymond, 2015, *Déchets solides ménagers de la ville de Yaoundé (Cameroun): de la gestion linéaire vers une économie circulaire* (Doctoral dissertation, Université du Maine).

SARRAF, Marria, 2017, *Le Coût de la Dégradation de l'Environnement au Maroc*.

SOTAMENOU, Joël, 2010. *Le compostage : une alternative soutenable de gestion publique des déchets solides au Cameroun* (Doctoral dissertation, Université de Yaoundé).

TORRE, André et Al., Lise, 2013, *Quand l'agriculture s'installe en ville. Désir de nature ou contraintes économiques*.

## Table des matières

Partir de l'Ubuntu pour penser l'éducation à la paix en situation d'urgence avec Joseph KI-ZERBO ... OUATTARA Mahama.....	25
La main d'œuvre tchadienne dans la construction du chemin de fer Congo-océan de 1925 à 1934 ... ABAKAR KASSAMBARA Abdoulaye, MEY MAHAMAT Mahamat, OUSMAN ABAKAR Goni .....	45
Lire la traduction ou la différence : du paratexte au contenu de Born on a Tuesday et Né un mardi ... AKPAOU Tchasse.....	69
Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso ... ONADJA Yentéma.....	91
La médiathèque municipale de Ouagadougou, une opportunité de lecture pour la jeunesse ... BAKIONO André Ibourpin Négawalzoum .....	117
Peuplement gurunsi au Moogo précolonial (XV <sup>e</sup> - fin XIX <sup>e</sup> siècles) : causes, itinéraires, établissement et intégration ... OUÉDRAOGO Wendlarima Hyacinthe, KONSEIBO Windpouiré Isidore .....	133
L'Afrique face aux altérités des années de crises : analyse de quelques continuités et discontinuités démographiques du XVI <sup>e</sup> au XXI <sup>e</sup> siècle ... KEITA Fodé Bangaly .....	159
Quête de stratégies de résilience des femmes lobi, Birifor et Dagara face au nouveau mode de l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso ... DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline, SANON Vincent-Paul, TOE Patrice.....	177
L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry ... TRAORÉ Maningbè Kaba, DIALLO Sara Baïlo, DIALLO Alpha Issaga Pallé .....	201
La discussion comme mode d'apprentissage du philosophe ... KABORÉ Calixte .....	225

Le sens du bonheur comme co-construction d'un dynamisme socio-politique en Afrique ... KONÉ Ibrahim .....	245
Burkina Faso: Les Wayignan et les Koglweogo comme stratégies face au terrorisme ... IDO Kouaman.....	261
Formes et manifestations d'engagement du sujet dans Le Sens d'un combat de Norbert Zongo ... TOLOGO Guillaume Ballebê.....	277
Le développement des sms vers une mondialisation de la langue française. Exemples des sms ivoiriens et français ... KEI Joachim, KOUASSI Roland Kouakou.....	295
Critique de la communication-vérité de Habermas à la lumière de R. Rorty ... AKOUTOU Sefounema, AKODJETIN Euloge Franck .....	307
Solidarité autonomisation et engagement associatif : une analyse à partir du cas des personnes en situation de handicap ... N'DA Roseline Gbocho .....	323
Traumatisme psychique infantile et relation de couple ... ADANSIKOU Kouami, ADZODA Eli-kplim Adzo .....	337
La laïcité dans le contexte du terrorisme religieux en Afrique ... OUÉDRAOGO Tégawendé Lazard.....	357
Les modalités du faire, /devoir/et/pouvoir/dans Yassoi refusa l'orange mûre de Nianga de Charles NOKAN ... ASSOH Dingny Yannick.....	383
Les pouvoirs publics à la face la prolifération de l'habitat spontané au Burkina Faso (1991-2022) ... YAMBRESSINGA Guilga François de Paule .....	403
Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ? ... MISSEHOUNGBE Pierre-Paul.....	431
Nietzsche ou la fin de la tyrannie des absolus ... SARÉ Sényi .....	449

Représentations linguistiques des locuteurs du tassawaq résidant à Niamey : entre risque de glottophagie et résilience linguistique ... SEYDOU HANAFIOU Hamidou, MALLAM GARBA Maman .....	467
Place de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire au Burkina Faso: contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri ... GNOUMOU Gaston, HIEN Yorsaon Christophe, FAYAMA Tionyele .....	503
Investiture coutumière au Núngu : la traditionnalité dans les soubresauts d'une société modern ... LOUARI Yendifimba Dieudonné.....	529
Crise de la COVID-19 et crise de la communication institutionnelle au Burkina Faso ... PARÉ Cyriaque.....	549
Santé sexuelle et reproductive des jeunes hommes au Burkina Faso : caractéristiques et facteurs sociodémographiques associés ... SAWADOGO Nathalie.....	575
Voyages dans l'irréel : Regard croisé des espaces métaphysiques comme objets de narration dans Au Gré du destin de Ansomwin Ignace HIEN et Le Carnaval de la mort de Fidèle ROUAMBA ... BADIÉL Roland.....	603
Performance en mathématiques et perception de compétence des élèves en classe de 4 <sup>ème</sup> au Burkina Faso: étude de deux cas illustratifs dans la ville de Koudougou ... SAWADOGO Mahamady Lèga, YOUGBARE Sébastien, BADOLO Leopold Bawala.....	619
Impact des troubles du langage sur le bien-être psychologique et l'intégration sociale des adolescents: Analyse des facteurs de vulnérabilité ... RAMDE Koudraogo Aimé, YOUGBARE Sébastien.....	639
Quand la femme est discourtoise ... OUATTARA Maténé.....	675